

# Royaume-Uni : les risques des affaires avec Israël

L'article d'*Overseas Business Risk* (Les risques des affaires avec l'étranger) apporte des informations sur les principaux risques sécuritaires et politiques auxquels les affaires britanniques peuvent être confrontées en opérant en Israël.

UK Trade & Investment, 3 décembre 2013

## Politique et économique

L'État d'Israël a déclaré son indépendance le 14 mai 1948. Israël est gouverné par un parlement démocratiquement élu avec une participation traditionnellement forte aux élections. Le chef de l'État est le Président, élu par le parlement avec un mandat de 7 ans, toutefois le pouvoir tend à pencher vers le Premier ministre et le cabinet. Au cours des trente dernières années, pas un seul parti n'a obtenu la majorité des 120 sièges du parlement, aussi Israël a-t-il été gouverné par une succession de coalitions. Israël est membre associé de l'Union européenne depuis 1995, et il est devenu membre à part entière de l'OCDE en 2010.

Les forces armées d'Israël ont occupé la Cisjordanie, le plateau du Golan et la bande de Gaza (avec la péninsule du Sinaï) en 1967. Israël s'est par la suite retiré du Sinaï, en 1982, et de Gaza en 2005, mais il a officiellement annexé Jérusalem-Est et le plateau du Golan. Ces annexions n'ont pas été reconnues par la communauté internationale, notamment par le gouvernement britannique qui considère tout le territoire capturé par Israël en 1967 comme occupé, et le statut de Jérusalem en tant que capitale d'Israël comme devant faire l'objet de négociations avec les Palestiniens.

L'économie israélienne fonctionne comme celles de l'Europe occidentale, et le produit national brut d'Israël, de 31 000 \$

par personne, est supérieur à celui de plusieurs États membres de l'UE. C'est un marché développé, tourné vers l'Occident, dont les méthodes commerciales sont comparables à beaucoup d'autres en Europe occidentale.

Israël est une économie de marché technologiquement avancée avec un développement rapide dans les secteurs de la haute technologie et des services. En 2010, Israël était la 24<sup>e</sup> économie dans le monde, et il se classe au 17<sup>e</sup> rang sur les 187 nations du monde sur l'Indice de développement humain des Nations-Unies, ce qui le classe dans la catégorie des « très développés ».

Relativement pauvre en ressources naturelles, l'économie israélienne est tributaire d'importations en pétrole, charbon, produits alimentaires, diamants bruts et en facteurs de production. Sa dépendance quasi totale aux importations d'énergie pourrait se réduire avec les récentes découvertes d'importantes réserves de gaz naturel au large de ses côtes. Israël est un leader mondial en matière de logiciels, télécommunications et développement de semi-conducteurs. Avec une forte performance économique en termes de croissance du PIB, une faible inflation et un taux de chômage qui retombe, il reste un marché en expansion pour les entreprises du Royaume-Uni.

Le gouvernement britannique s'est profondément investi dans la promotion de nos échanges et de nos liens commerciaux avec Israël et il s'oppose fermement aux boycotts.

## **Les affaires et les droits de l'homme**

Israël bénéficie d'une forte culture entrepreneuriale qui nourrit et développe des idées nouvelles, faisant d'Israël une locomotive en matière de technologie. Israël a une forte densité de start-ups et la plupart des grandes entreprises de technologie, comme Google, Microsoft et Motorola, possèdent

des centres de recherche et développement en Israël. De nombreux facteurs contribuent au succès des industries de haute technologie, notamment : la coopération entre l'université et l'entreprise par le biais des Bureaux de transfert de technologie de l'université, la capacité à commercialiser des industries de défense vers le marché civil, un esprit d'entreprises start-up associé à une puissante communauté du capital risque, et une main-d'œuvre hautement qualifiée et motivée. Le nombre total des brevets accordés met Israël en première place au niveau mondial pour le nombre de brevets par habitant, et à la quatrième en nombre absolu de brevets approuvés.

## **Les colonies**

La position du Royaume-Uni est claire à propos des colonies de peuplement israéliennes : la Cisjordanie, dont Jérusalem-Est, Gaza et le plateau du Golan sont des territoires qui sont occupés par Israël depuis 1967. Les colonies sont illégales en vertu du droit international, elles constituent un obstacle à la paix et risquent de rendre la solution à deux États impossible au conflit israélo-palestinien. Nous ne reconnaitrons aucune modification aux frontières d'avant 1967, notamment s'agissant de Jérusalem, autres que celles acceptées par les parties.

Il existe par conséquent des risques évidents en ce qui concerne les activités économiques et financières dans les colonies, et nous n'encourageons ni proposons aucun soutien à de telles activités. Les transactions financières, investissements, achats, approvisionnements, de même que les autres activités économiques (dont les services comme le tourisme), dans les colonies israéliennes ou bénéficiant des colonies israéliennes, entraînent des risques juridiques et économiques en raison du fait que les colonies israéliennes, selon le droit international, sont construites sur des terres occupées et qui ne sont pas reconnues comme une partie légitime du territoire d'Israël. Il pourrait en résulter que

des titres de propriété contestés à la terre, à l'eau, au minerai ou à d'autres ressources naturelles fassent l'objet d'achat ou d'investissement.

Les citoyens et entreprises de l'Union européenne doivent également être conscients des implications possibles pour leur réputation en s'impliquant dans des activités économiques et financières dans les colonies, de même que des atteintes éventuelles aux droits des personnes. Ceux qui envisagent quelque implication économique ou financière dans les colonies doivent requérir les avis juridiques appropriés.

Nous comprenons les préoccupations de celles et ceux qui ne souhaitent pas acheter des produits exportés depuis les colonies israéliennes dans les territoires palestiniens occupés. C'est pour permettre aux consommateurs de prendre une décision en étant plus amplement informés sur les produits qu'ils achètent que, en décembre 2009, le département de l'Environnement, de l'Alimentation et des Affaires rurales (DEFRA) a présenté les lignes directrices facultatives pour permettre que les produits des colonies israéliennes dans les territoires occupés soient spécifiquement étiquetés en tant que tels. Voir le conseil technique du DEFRA (<http://archive.defra.gov.uk/foodfarm/food/pdf/labelling-palestine.pdf>) sur l'étiquetage des produits développés dans les territoires palestiniens occupés.

Depuis le 1<sup>er</sup> février 2005, les produits développés dans les colonies israéliennes ne sont pas en droit de profiter du traitement tarifaire préférentiel prévu dans l'Association UE/Israël. Le 3 août 2012, la Commission européenne a publié un avis révisé aux importateurs (<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:232:FULL:FR:PDF>) (voir le JO C232, page 5) relatif aux importations depuis Israël dans l'Union, avec une liste revue des endroits non-éligibles.

[http://www.ukti.gov.uk/fr\\_fr/uktihome/premiumcontent/107322.ht](http://www.ukti.gov.uk/fr_fr/uktihome/premiumcontent/107322.ht)

ml?null

traduction : JPP pour BDS France

---

# Le cauchemar qui se cache dans le sionisme libéral

David Lloyd – The Electronic Intifada – 21 décembre 2013

*David Lloyd est professeur émérite d'anglais à l'université de Californie, Riverside.*

Sit-in d'une habitante du village bédouin non reconnu d'Al Araqibs lors d'une manifestation contre la démolition de son village et pour la libération des militants arrêtés, 1<sup>er</sup> décembre 2013.  
(Oren Ziv/ActiveStills)

Depuis que l'American Studies Association (ASA – Association des études américaines) a annoncé ce mois-ci que ses membres avaient voté massivement l'approbation du boycott des institutions universitaires israéliennes, le débordement prévisible des réactions déchaînées a été en s'accroissant.

Elles vont depuis le recyclage de l'ancien président de Harvard, Larry Summer, de l'accusation éculée que le boycott équivaut à de l'antisémitisme, jusqu'au venin islamophobe craché sur la page Facebook d'ASA et dans les boîtes de réception de ses dirigeants.

Mais ce qui est sûr, c'est que la plus fourbe des réponses à ce jour est celle de l'auteur de *La Crise du sionisme* et d'*Open Zion*, le rédacteur en chef Peter Beinard du *The Daily*

*Beast* – en dépit du fait que Beinard évite le langage emporté et ouvertement doctrinaire déployé par les autres critiques (*Le réel problème avec le boycott d'Israël de l'American Studies Association* – 17 décembre 2013)

(<http://www.thedailybeast.com/articles/2013/12/17/the-american-studies-association-is-really-boycotting-israel-s-existence.html>).

En effet, Beinard généreusement disculpe l'ASA de tendances antisémites, encore que l'ASA n'ait aucun besoin de ses bonnes grâces dans ce domaine. Beinard aurait mieux fait d'examiner si le vrai geste antisémite n'était pas l'exigence sioniste que tous les juifs, quelles que soient leurs convictions politiques ou éthiques, acceptent un État unique et lui offrent leur allégeance, même si celui-ci est fondé sur la discrimination, l'exclusion et le nettoyage ethnique.

Exiger une telle identification de tous les juifs, ce n'est pas seulement exclure le nombre croissant des juifs à travers le monde qui contestent la nature de l'« État juif », mais aussi gommer des siècles de traditions juives diverses et non sionistes.

Beinart dit aussi passer sur l'incohérence de l'ASA qu'il y aurait à être à la fois une association universitaire boycottant des institutions universitaires et à sembler porter à Israël une attention particulière. Sans aucun doute, l'ASA le remercie de son indulgence, même si ce qu'elle révèle en réalité, c'est sa totale incompréhension de l'histoire et de la pratique du boycott en tant que tactique politique déployée par les mouvements sociaux.

« **Orwellien** »

Mais c'est au cœur même de sa rubrique que Beinart révèle les contradictions particulières et insolubles qui affligent le sioniste soi-disant libéral ainsi que les extraordinaires contorsions d'un langage véritablement orwellien utilisées

pour faire passer ces contradictions par la magie.

Comment, en effet, pourrait-on autrement parvenir à normaliser un État qui se présente lui-même comme une exception par tous moyens possibles, tout en demandant à être considéré comme la « seule démocratie » au Moyen-Orient ?

Beinart accuse l'ASA et le mouvement palestinien pour le boycott dans son ensemble de secrètement « *s'opposer à l'existence d'un État juif établi dans des frontières.* » Ils refusent, se plaint-il, de faire la distinction « *entre la Cisjordanie, où les Palestiniens n'ont ni la citoyenneté, ni le droit au vote, ni le droit à un procès équitable, et Israël proprement dit, où les Palestiniens bien que victimes de discriminations profitent des trois.* »

Beau tour de passe-passe. Reconnaître qu'il existe une discrimination en Israël embarque le lecteur hors de ce qui se joue réellement, et qui est de faire croire que cette discrimination est une aberration, mais qu'elle n'est pas l'essence même des lois et pratiques fondamentales d'Israël.

### **Un jeu truqué**

Beinart ne peut pas ne pas savoir que la loi israélienne fait une distinction entre détenir une citoyenneté officielle (*ezrahit*) et répartir la catégorie cruciale de la nationalité (*le'um*) sur des motifs ethniques, réservant ainsi aux juifs les droits les plus importants, y compris celui du retour et de l'accès à la terre.

Cette distinction a été réaffirmée en octobre par la Haute Cour d'Israël qui a débouté 21 citoyens qui demandaient que leur nationalité soit reconnue dans le registre de la population en tant qu' « Israélien » et non en tant que « Juif ». La Cour a jugé que la suppression de cette dernière distinction mettrait en danger le statut d'Israël en tant qu' « État juif » ; c'est-à-dire un État où les juifs sont privilégiés par rapport aux citoyens non juifs.

Dans ce méchant jeu truqué, les Palestiniens et les autres « non-juifs » ne sont pas seulement confrontés à une discrimination, mais aussi à une exclusion permanente des droits fondamentaux que pratiquement tous les autres États – et toute revendication à une « démocratie » – intègrent dans la citoyenneté.

### **Les Palestiniens ne sont pas des « immigrés »**

Beinart cherche également à faire oublier une autre loi d'exclusion qui caractérise fondamentalement Israël en tant qu'État racial. C'est là le moment orwellien le plus fabuleux : *« Le mouvement BDS (boycott, désinvestissement et sanctions) appelle à 'respecter, protéger et promouvoir les droits des réfugiés palestiniens au retour dans leurs maisons et propriétés' mais ils refusent à Israël le droit de se donner sa propre politique d'immigration. Il en va ainsi de l'appel du mouvement pour 'la reconnaissance des droits fondamentaux des citoyens arabes palestiniens d'Israël à une totale égalité', lesquels probablement dénie à Israël le droit de maintenir une politique pour une immigration préférentielle qui en fait un refuge pour les Juifs ».*

*« La politique pour une immigration préférentielle »* est l'expression hygiénique avec laquelle Beinart décrit le dénie aux réfugiés le droit, garanti par le droit international, au retour dans leurs maisons. Les Palestiniens de la diaspora qui demandent à revenir ne sont pas des immigrants, mais une population autochtone qui a été chassée par un nettoyage ethnique de ses terres et communautés où elle vivait depuis des générations.

Il y a les gens qui vivaient dans le village d'Issawiyeh, sur les terres expropriées duquel l'université hébraïque a construit son Immeuble Rabin, ou ceux encore qui ont été déportés de leur village détruit de Sheikh Muwanis, sur lequel l'université de Tel Aviv se trouve.



Il y a encore, tel le grand poète Mahmoud Darwish, les « *présents absents* » ; des personnes qui ont disparu presque autant par le langage richement inventif de la discrimination israélienne auquel fait écho Beinart, que par les pratiques actuelles qui transforment un peuple autochtone en « immigrés » ou « infiltrés ».

Et ce processus de transfert se poursuit encore aujourd'hui pour les habitants de Jérusalem-Est occupée à qui il est constamment refusé un permis de construire pour agrandir leur maison, en vertu de la « loi » israélienne, et qui trouvent leurs maisons démolies ou s'en trouvent « légalement » expropriées par les colons.

L'exclusion est en cours pour tout « citoyen-ne » palestinien-ne d'Israël qui, ayant épousé un-e autre Palestinien-ne vivant à quelques miles de là en Cisjordanie, se voit refuser le droit au regroupement familial et doit s'auto-transférer dans une autre partie des territoires occupés.

### **Des droits considérés comme une « *menace existentielle* »**

L'exigence des Palestiniens pour qu'Israël « *reconnaisse les droits fondamentaux des citoyens arabes palestiniens d'Israël à une pleine égalité* » est-elle si bizarre ou scandaleuse ?

Dans quel autre État une telle exigence d'une minorité, autochtone ou non, serait-elle considérée comme un prélude à la destruction dudit État, ou comme une discrimination envers la majorité ?

Les exemples qui viennent à l'esprit, inévitablement, sont l'Afrique du Sud de l'apartheid, ou l'Irlande du Nord à l'époque où elle était un « État protestant pour un peuple protestant » et où les catholiques, qui ont lancé un mouvement de droits civiques pour exiger des droits égaux, étaient confrontés à un rejet brutal et à la violence de l'État.

De tels régimes, basés fondamentalement sur la discrimination

ou l'exercice scandaleusement inégal du pouvoir ou de privilèges, considèrent toujours toute remise en cause du système qui maintient l'inégalité comme une menace existentielle.

## **La vérité d'Israël**

À cet égard, les territoires palestiniens occupés ne sont pas à distinguer de l'État « normal » ou « proprement dit » d'Israël. Ce n'est pas seulement, comme Gideon Levy l'a écrit récemment dans *Haaretz*, que toutes les institutions israéliennes sont complices de l'occupation. C'est que l'occupation et ses pratiques sont la vérité d'Israël lui-même.

Les premiers sionistes, dans leur reconnaissance de l'existence d'une population arabe autochtone qui n'accepterait pas une colonisation, et dans leur conviction de la nécessité d'un « mur de fer » d'une force militaire pour réaliser leurs projets coloniaux, n'étaient pas seulement prophétiques. Ils étaient considérablement plus honnêtes que les sionistes libéraux d'aujourd'hui quant à la nature de ce qu'ils sont en train de faire.

## **Une « solution à deux États » menace les Palestiniens**

La possibilité de plus en plus diffuse d'une solution à deux États, minée par l'expansion quotidienne des colonies illégales, ne résoudra pas la nature essentiellement discriminatoire d'un État racial exclusif. Perçue par Israël comme une « menace démographique », autre euphémisme orwellien invoqué pour justifier le nettoyage ethnique, ce sont en fait les Palestiniens en Israël qui font face à une menace existentielle, quelle que soit la solution à deux États.

Une telle « solution » ne mettrait pas – et ne doit pas mettre – un terme à la quête palestinienne pour une justice et une égalité. En vertu de quel code contre-utopique une population devrait-elle abandonner ses droits, ou sa quête d'un

traitement égal de par la loi ?

Mais ceci ne signifie pas que le mouvement BDS recherche la « destruction de l'État d'Israël », avec toutes les connotations de génocide ou d'expulsions que cette expression évoque plus ou moins ouvertement. Ce qu'il recherche, c'est sa transformation.

### **Une invitation**

Le mouvement BDS demande à ce qu'Israël soit effectivement ce qu'il prétend être : une démocratie normale, dans un État pour toute sa population. Il ne demande à personne de partir, ou d'accepter moins que l'égalité des droits. Il demande seulement que les juifs soient prêts à vivre sur un pied d'égalité avec les non-juifs, avec les Palestiniens ou les Bédouins, les chrétiens, les musulmans ou les laïcs, et à vivre sur une terre appartenant à toute sa population. Cela serait une véritable appartenance, pas une colonisation.

C'est une invitation, pas une menace. C'est une invitation aux juifs où qu'ils soient, et à tous les peuples, pour réaliser le potentiel émancipateur ancré dans chaque lutte pour la justice et dans chaque acte de solidarité locale ou internationale avec ces luttes.

C'est une invitation à se libérer de la contradiction douloureuse entre défense de la démocratie, et défense et soutien de l'oppression. C'est une invitation à sortir des mailles d'un rêve sioniste qui est devenu un cauchemar, toujours plus rigide et répressif, et à saisir les opportunités et prendre les risques qu'une véritable démocratie et une décolonisation éthique impliquent.

La mort de Nelson Mandela a remis à l'esprit le fait que pour qu'un processus de paix en Afrique du Sud soit lancé, les Sud-Africains blancs ont dû, à leur mérite à long terme, renoncer à leurs privilèges raciaux d'exclusion. En Irlande du Nord aussi, les protestants ont dû renoncer à leur monopole du

pouvoir pour permettre au processus de paix d'être lancé.

Certains ont appelé cela le coût pour faire la paix. Peut-être serait-il préférable de considérer cela comme les cadeaux que la paix apporte à ceux qui sont prêts à envisager une cohabitation dans une société juste.

<http://electronicintifada.net/content/nightmare-hidden-within-liberal-zionism/13029>

traduction : JPP pour la Campagne BDS France

---

## **Campagne de BDS contre Israël : l'année 2014 verra-t-elle un tournant décisif ?**



Il est à la fois curieux et surprenant de constater qu'Israël se sente vulnérable alors qu'il se trouve au sommet de sa puissance économique et militaire, notamment en matière de nucléaire. Cette fois, l'ironie veut que la menace provienne d'un mouvement non-violent ancré dans le droit international et dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Au mois de juin de cette année, le Premier Ministre israélien Benjamin Netanyahu a en effet déclaré que le mouvement mondial de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS), dirigé par les Palestiniens, représente une « menace stratégique » pour le régime israélien d'occupation, de colonisation et d'apartheid. Pour cela, Netanyahu a décidé de confier la responsabilité totale de la lutte contre le BDS au Ministre

des Affaires Stratégiques.

Cette évolution spectaculaire reflète l'échec de « Brand Israel », une campagne israélienne bien huilée menée par le Ministre des Affaires Étrangères depuis le lancement du mouvement BDS en 2005, et dont la stratégie consistait à utiliser la culture comme instrument de propagande en faisant appel à des artistes et des écrivains israéliens dans l'objectif de présenter au monde entier une « meilleure image d'Israël. »

C'est en effet grâce aux gens de conscience depuis les quatre coins du monde, qui ont compris qu'on pouvait mettre fin à l'impunité d'Israël au moyen d'une résistance populaire en Palestine même et associée à une pression et responsabilité internationale à la fois efficace, moralement cohérente et permanente.

C'est cette prise de conscience qui a donné un grand élan aux campagnes de BDS. Plusieurs de ceux qui étaient jusqu'ici des partisans et des sympathisants d'Israël ont fini par s'en éloigner à cause, entre autres, 1) du brutal blocus israélien sur la Bande de Gaza, 2) de la construction sauvage de colonies illégales et du mur de séparation en Cisjordanie occupée, 3) de sa « stratégie de judaïsation » à Jérusalem, en Galilée, dans la Vallée du Jourdain et dans le Naqab (Le Néguev), comme démontré par des rapports officiels de l'ONU 4) de l'adoption de nouvelles lois racistes, et enfin 5) du déni des droits des réfugiés.

Il convient donc de considérer que les succès du mouvement de BDS au cours des dernières années seraient le facteur qui a ébranlé le régime Israélien. Le soutien en décembre 2012 du *Congrès National Africain* (The African National Congress) ; le soutien au BDS et l'annulation d'évènements qui devaient inclure les noms d'artistes et de groupes de musique de renommée mondiale ; la décision prise par l'éminent scientifique Stephen Hawking et qui consistait à appliquer le

boycott et à annuler sa participation à une conférence à l'Université Hébraïque ; et la dernière vague de résolutions en faveur du boycott adoptées par des associations universitaires US, sont des éléments qui conforte l'analyse selon laquelle le mouvement de BDS atteindra bientôt le niveau de la mobilisation internationale contre l'apartheid en Afrique du sud.

Quant à sa position aux yeux de l'opinion publique mondiale, il faut reconnaître que la réputation d'Israël s'est quelque peu érodée depuis un certain temps déjà. Deux facteurs majeurs en sont la cause. Il s'agit, premièrement, de la force morale du mouvement de BDS, y compris sa composante israélienne anticolonialiste cruciale. Et en second lieu, le changement politique israélien qui s'est clairement orienté vers l'extrême droite. Dans un sondage réalisé en 2013 par la BBC, les résultats ont fait ressortir la concurrence entre Israël et la Corée du Nord, perçus par la grande majorité des personnes en Europe et ailleurs, comme le troisième ou le quatrième des pires pays au monde.

### **Qu'est-ce que la campagne de Boycott, Désinvestissement et Sanctions ?**

Le 9 juin 2005 a été le jour où l'appel au BDS était pour la première fois lancé par une alliance de plus de 170 organisations palestiniennes : syndicats, réseaux de réfugiés, ONG et associations locales. Le message transmis ce jour était un appel aux organisations de la société civile internationale et aux gens de conscience, afin qu'ils « imposent un boycott général et mettent en place des initiatives de désinvestissement contre Israël, emboitant ainsi le pas aux mesures appliquées en Afrique du Sud durant la période où sévissait l'apartheid. »

Plus précisément, le BDS appelle à la fin de l'occupation israélienne des territoires palestiniens et arabes occupés depuis 1967, avec le démantèlement du mur et des colonies, la

fin du système israélien de discrimination raciste contre ses citoyens palestiniens et le droit au retour inhérent et reconnu par l'ONU des réfugiés Palestiniens dans leur terre d'origine.

Ces trois droits fondamentaux correspondent aux trois composantes majeures du peuple palestinien : les citoyens de la Bande de Gaza et de la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est (38% de la population palestinienne d'après des statistiques de 2011), ceux du territoire de 1948 qui vivent sous le régime d'apartheid israélien (12%) et ceux de la diaspora, en exil (50%). Plus de deux tiers des Palestiniens ont le statut de réfugiés ou sont des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays.

### **Agir et s'imposer avec diplomatie et délicatesse**

Pour Desmond Tutu, Roger Waters, Naomi Klein, Alice Walker, Judith Butler, John Berger, Ken Loach, Angela Davis, Arundhati Roy, Marcel Khalife et Aijaz Ahmed – personnalités publiques jouissant d'une forte influence – la conclusion est on ne peut plus claire : c'est la même lutte menée en Afrique du sud du temps de l'Apartheid qui doit être suivie aujourd'hui. En effet, le mouvement de BDS est absolument indispensable pour obliger Israël à respecter ses obligations en vertu du droit international.

En faisant appel aux gens de conscience, partout dans le monde, afin d'aider à mettre fin au système israélien d'oppression à trois facettes, le mouvement de BDS n'entend pas solliciter une action héroïque mais plutôt l'accomplissement et le respect d'une profonde obligation morale qu'est le renoncement à la complicité dans l'oppression.

Chaque année, les pays occidentaux, à l'instar des États-Unis et de l'Allemagne offrent des milliards de dollars à Israël, sans oublier le commerce militaire lucratif. De ce fait, les

contribuables de ces pays occidentaux subviennent aux violations israéliennes du droit international pendant que leurs programmes sociaux domestiques subissent des coupes sombres, que le chômage atteint des niveaux alarmants et que l'environnement se fait massacrer et détruire. Tirer un trait sur la complicité avec les crimes israéliens ne joue pas en faveur du peuple palestinien seulement, mais il conviendra sans nul doute aux « 99% » des personnes aux quatre coins du monde qui luttent contre une guerre perpétuelle et pour une justice socio-économique.

S'appuyant sur son influence mondiale, le mouvement de BDS dirigé par la principale coalition dans la société civile palestinienne, le BNC [BDS National Committee] enregistre une percée à travers le monde, couronnée par d'importantes victoires.

Quelques jours auparavant, *The American Studies Association* [l'Association des Études Américaines] a adopté le principe du boycott universitaire d'Israël avec un ratio de soutien stupéfiant de 2:1 de l'ensemble de ses membres. En avril, *The Association for Asian-American Studies* [L'Association pour les Études Asiatiques Américaines] est devenue la première instance universitaire américaine à adopter le boycott d'Israël. Dans la même période, *The Federation of French-Speaking Belgian Students* (La Fédération des Étudiants Belges Francophones) qui compte 100 000 membres a également adopté le boycott des institutions universitaires israéliennes, tout comme le Syndicat des Enseignants Irlandais. En mars 2011, l'Université de Johannesburg a rompu des liens avec l'Université Ben Gourion à cause des violations des droits de l'homme.

Pour leur part, les Conseils d'Étudiants à travers plusieurs universités nord-américaines, dont l'Université de Californie, Berkeley, ont opté pour le désinvestissement de toutes les sociétés qui tirent profit de l'occupation israélienne.



## Une liste de plus en plus longue

A travers des millions de membres – originaires, entre autres, d’Afrique du sud, de Grande-Bretagne, d’Irlande, d’Inde, du Brésil, de Norvège, du Canada, d’Italie, de France, de Belgique et de Turquie – ce sont les principales fédérations syndicales internationales qui ont apporté leur soutien au mouvement de BDS

Veolia qui est une société complice avec l’occupation israélienne, a perdu ou a dû se retirer d’appels d’offres qui valent des milliards de dollars, principalement en Suède, en Grande-Bretagne, en Irlande et maintenant aux États-Unis.

Le militantisme du BDS en Norvège, en Afrique du Sud, au Parlement Européen et dans plusieurs Universités Britanniques et ailleurs, a pu frapper G4S, la plus grande société de services de sécurité à l’échelle mondiale. L’entreprise fait actuellement face à d’importants échecs tout à fait significatifs résultant de son implication dans les prisons israéliennes où des détenus Palestiniens, notamment des enfants se font torturer. Elle est également impliquée dans plusieurs projets qui enfreignent le droit international.

En Grande-Bretagne, la cinquième plus grande chaîne de supermarché Co-op a adopté la politique de boycott des sociétés qui opèrent dans les Territoires Palestiniens Occupés.

L’an dernier, *The United Methodist Church* [L’Église Méthodiste Unie] a appelé au boycott des produits en provenance des colonies israéliennes. Une décision suivie par l’Église Presbytérienne Américaine et l’Église Unie du Canada. L’Église Mennonite Américaine est allée encore plus loin en décidant de ne pas investir dans les entreprises impliquées dans l’occupation israélienne.

Pour sa part, le gouvernement néerlandais a publiquement « dissuadé » les entreprises de son pays à renoncer au

business avec les entités israéliennes opérant dans les Territoires Palestiniens Occupés, ce qui a poussé la plus grande entreprise de construction aux Pays-Bas, Royal Haskoning DHV, à se retirer d'un projet de traitement des eaux usées avec la municipalité israélienne de Jérusalem-Est occupée. Dans le même contexte, l'entreprise publique des eaux Vitens a également résilié un contrat avec l'entreprise israélienne des eaux, Mekorot.

Il en va de même pour le gouvernement britannique qui a publié une directive sur l'implication des entreprises dans les colonies illégales israéliennes. Ces étapes suivent la publication des directives européennes contre le financement des projets et entités israéliens dans les Territoires Palestiniens.

Deutsche Bahn, la compagnie allemande des chemins de fer et qui est contrôlée par le gouvernement, s'est retirée d'un projet israélien qui empiète et confisque la terre palestinienne occupée. Des responsables du Ministère allemand des Affaires Étrangères ont informé des représentants de la société civile palestinienne qu'ils ont recommandé à toutes les institutions académiques allemandes d'éviter tout échange avec l'université d'Ariel, une colonie israélienne en Cisjordanie.

Il est vrai que la violente répression israélienne, sa politique de nettoyage ethnique et son blocus à l'encontre des Palestiniens augmentent jour après jour. Néanmoins, nous demeurons confiants et convaincus que nous surmonterons les obstacles et que nous vaincrons. Grâce au mouvement de BDS, aujourd'hui devenu mondial et ayant réussi à conquérir les cœurs et les esprits des peuples, il se pourrait bien que nous atteignons le point ou tout basculera.

**Omar Barghouti** est militant Palestinien indépendant des droits de l'homme et membre fondateur du mouvement de BDS. Il est l'auteur de « *Boycott, Divestment, Sanctions : The Global Struggle for Palestinian Rights,* » (Haymarket : 2011).

**Du même auteur :**

- ✘ Le succès ultime d'Israël pourrait bien signer la fin de son régime colonial – 9 octobre 2013
- ✘ Le mouvement BDS expliqué – Pourquoi j'ai boycotté Israël – 28 février 2013
- ✘ A propos du soutien des juifs israéliens au régime d'apartheid en Israël – 25 octobre 2012
- ✘ BDS : Les Palestiniens veulent « toute la panoplie des droits » – 27 juin 2012
- ✘ BDS pour les droits des Palestiniens : « L'égalité ou rien ! » – 6 mai 2012
- ✘ BDS, des armes économiques pour relayer la politique – 31 décembre 2011
- ✘ Un criminel de la Haganah témoigne sur la Nakba – 30 décembre 2011
- ✘ Veolia toujours impliquée dans les violations israéliennes du droit international – 24 novembre 2011
- ✘ L'obstacle fondamental sur le chemin d'une solution à un État – 18 novembre 2011
- ✘ Ashton : l'attaque des colons contre la mosquée en Cisjordanie sape la paix au Proche-Orient – 12 septembre 2011
- ✘ Le dernier masque de démocratie tombe – 6 août 2011

22 décembre 2013 – Al Jazeera English – Vous pouvez consulter cet article en anglais à :

<http://www.aljazeera.com/indepth/op...>

Traduction : Info-Palestine.eu – Niha

---

# Le succès d'une campagne internationale de boycottage inquiète Israël



Laurent Zecchini, Le Monde, mardi 24 décembre 2013

La disparition récente de Nelson Mandela a contribué à donner un surcroît de notoriété au vote de l'Association des études américaines (ASA) intervenu lundi 16 décembre : d'un seul coup, les militants de la campagne BDS (boycottage, désinvestissement et sanctions), qui s'efforcent depuis 2005 d'entraîner une mobilisation internationale contre la politique d'Israël envers les Palestiniens, se sont mis à croire au succès de leur stratégie.

S'il est peu réaliste de comparer ce mouvement à la lutte victorieuse des militants anti-apartheid contre le régime sud-africain à la fin des années 1980, tout nouveau succès de la campagne BDS—à plus forte raison s'il survient aux Etats-Unis—a tendance à accentuer l'isolement du gouvernement israélien.

La décision prise par l'ASA, qui regroupe 5 000 professeurs américains, de boycotter les universités israéliennes, considérées comme solidaires de la politique d'occupation des territoires palestiniens, a déclenché une vague de réactions dans le monde universitaire américain et en Israël.

EFFET « BOULE-DE-NEIGE »

L'ASA n'est pas la plus importante des associations acadé-

miques américaines, mais elle est la plus ancienne. Surtout, elle est la première à rejoindre un mouvement international de boycottage de l'Etat juif qui, jusque-là, n'avait enregistré des succès limités qu'en Europe, en particulier dans certains pays scandinaves, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni. L'ASA a été imitée par une autre association américaine, la NAISA, spécialisée dans les études indiennes.

Certains militants de la campagne BDS veulent y voir le début d'un effet « boule-de-neige ». Ils soulignent qu'en janvier, la puissante Association des langues modernes (MLA), qui regroupe 30 000 membres, a prévu de consacrer sa convention de Chicago à la question du boycottage académique d'Israël. Dans un entretien au Monde, le Palestinien Omar Barghouti, cofondateur de la campagne BDS, parle d'une « progression spectaculaire ». « Israël, souligne-t-il, était considéré il n'y a pas si longtemps comme au-dessus de tout débat. Aujourd'hui, alors que sa valeur stratégique est mise en question aux Etats-Unis, il perd de plus en plus la bataille des cœurs et des esprits. »

Omar Barghouti se félicite que Benyamin Nétanyahou, le premier ministre israélien, ait qualifié le mouvement BDS de « menace stratégique ». Il livre une longue liste d'associations qui ont rejoint ce mouvement, et rappelle que le compromis auquel ont récemment abouti Israël et l'Union européenne (UE), s'agissant des « lignes directrices » de l'UE, signifie que cette dernière n'acceptera pas que des colonies puissent profiter des avantages financiers de son programme scientifique Horizon 2020. Un tel résultat est encore hors de portée aux Etats-Unis, où Israël dispose de puissants soutiens dans l'administration et au Congrès.

## POSITION DÉLICATE

Deux importantes universités, Brandeis (Massachusetts) et Penn State Harrisburg (Pennsylvanie), ont réagi, mercredi 18 décembre, en annonçant leur démission de l'ASA. Si le gouver-

nement israélien n'a pas pris officiellement position, plusieurs proches de M. Nétanyahou n'ont pas hésité à comparer le vote de l'ASA à d'autres initiatives historiques à caractère antisémite.

L'ironie veut que Brandeis, prestigieuse université de Boston, a elle-même décidé de boycotter, fin novembre, l'université palestinienne Al-Quds, dont le campus d'Abu Dis jouxte Jérusalem, en raison de la manifestation—jugée « fascisante »—organisée par un groupe d'étudiants liés au Jihad islamique.

Les autorités palestiniennes sont placées dans une position délicate. Après que Mahmoud Abbas, le président de l'Autorité palestinienne, a rappelé son opposition à un boycottage généralisé des produits israéliens, la direction palestinienne a rectifié, faisant savoir qu'elle n'est pas hostile au mouvement BDS « conduit par la société civile » contre Israël.

#### SORTIR DE L'IMPASSE POLITIQUE

Le cas d'Al-Quds illustre ces contradictions. Si Brandeis, imitée par Syracuse University (New York), a décidé de mettre fin à ses relations avec l'université palestinienne, c'est parce que les étudiants avaient manifesté avec le bras levé, un geste rappelant le salut nazi, ou le salut militaire du Hezbollah. Plusieurs professeurs de Brandeis se sont désolidarisés de la décision de leur direction, qui vise de facto le président de Al-Quds, l'écrivain de renom Sari Nusseibeh, connu pour être un avocat de la coexistence avec Israël.

Son fils, Jamal Nusseibeh, lui-même professeur de droit à Al-Quds, est convaincu que les Israéliens, relayés par leurs soutiens aux Etats-Unis, ont utilisé le prétexte de cette manifestation pour ternir l'image d'Al-Quds, une institution académique palestinienne qui les dérange. Les diplômés d'Al-Quds, explique M. Nusseibeh au Monde, « sont reconnus dans le monde entier, sauf par Israël, et la police israélienne se livre à une répression quasi-quotidienne sur le campus ».

Le paradoxe est que Al-Quds et son président ont longtemps été hostiles à toute action de boycottage contre les universités israéliennes, « parce que, explique son fils, nous pensons que le dialogue académique est un principe intangible ». Jamal Nusseibeh continue de penser que le mouvement BDS appliqué à des universités n'est pas acceptable. En même temps, reconnaît-il, « je vis sous occupation militaire, ce qui signifie que je ne peux pas boycotter Israël ». La chose la plus importante, conclut-il, est de sortir de l'impasse politique : « Si le mouvement BDS peut rappeler au monde que ce que nous vivons est insupportable, alors c'est une bonne chose. »

Laurent Zecchini, Le Monde, 24 décembre 2013

Source :

[http://www.lemonde.fr/international/article/2013/12/24/le-succes-d-une-campagne-internationale-de-boycottage-inquiete-israel\\_4339461\\_3210.html](http://www.lemonde.fr/international/article/2013/12/24/le-succes-d-une-campagne-internationale-de-boycottage-inquiete-israel_4339461_3210.html)

---

## **L'assemblée Hillel de la faculté de Swarthmore se rebelle contre les directives « Israël » de sa direction**

Abraham Greenhouse / The Electronic Intifada / 23 décembre 2013

Hillel International, la plus grande organisation juive sur

campus au monde, agit comme un groupe de tutelle sur plus de 550 chapitres à travers le monde, mais principalement à l'intérieur des États-Unis. Les directives Israël d'Hillel interdisent aux chapitres d'accueillir des personnes ou des organisations qui s'opposent au statut d'Israël en tant qu'« *État juif et démocratique* » (c'est-à-dire à son droit de discriminer les non-juifs). Les directives interdisent encore ceux qui « *délegitiment, diabolisent, ou appliquent un deux poids deux mesures à Israël* » (un fourre-tout pour pratiquement toutes les formes de critiques). Elles excluent aussi tout orateur soutenant les boycotts, désinvestissements ou sanctions contre Israël (c'est-à-dire se servir d'une pression non violente pour inciter Israël à se conformer au droit international).

Se référant au fait que l'homonyme d'Hillel était un rabbin connu pour son pluralisme résolu, le conseil des étudiants de Swarthmore Hillel déclare dans sa lettre ouverte publiée dans *The Beacon* que :

*« Hillel, s'affichant elle-même comme la « Fondation pour une vie juive sur les campus », est considérée par beaucoup comme l'image de la population universitaire juive américaine. Et à cause de ces politiques, c'est une image qui est souvent perçue comme étant d'un sioniste monolithique, de moins en moins coopératif, et complètement indifférent à un dialogue et une discussion véritablement pluralistes et ouverts. Nous ne croyons pas que ceci soit la véritable image des jeunes juifs américains...*

*« Par conséquent, nous faisons le choix d'abandonner les directives Israël d'Hillel International. Nous croyons que ces directives, et les actions qui en découlent, sont l'antithèse des valeurs juives que le nom d' « Hillel » devrait évoquer. Ce que nous cherchons, c'est à récupérer ce nom. »*

**Réaction d'Hillel International**



Swarthmore Hillel a été presque immédiatement réprimandée dans une lettre rédigée en termes tranchants par le président d'Hillel International, Eric Fingerhut. Fingerhut y souligne qu'« *aucune organisation sur les campus qui utilise le nom d'Hillel* » ne peut refuser de se conformer à la politique de censure du groupe de tutelle. La lettre poursuit en déclarant que « *les antisionistes ne sont pas autorisés à s'exprimer en se servant du nom d'Hillel ou sous la couverture d'Hillel, en aucune circonstance.* »

Hillel International a déclaré à la Jewish Telegraphic Agency que Fingerhut rencontrera les représentants de Swarthmore Hillel en janvier, mais elle a refusé d'indiquer si des mesures punitives allaient être prises.

Même si les assemblées Hillel de campus sont des entités autonomes, Swarthmore Hillel est particulièrement bien placée pour dénoncer la politique de son groupe de tutelle. Elle ne reçoit que peu de fonds d'Hillel International, et contrairement à la plupart des chapitres, elle n'a pas de conseil d'administration non étudiant.

L'initiative de Swarthmore est un grand bond en avant pour le mouvement Open Hillel en général, qui a été lancé à Harvard l'an dernier. Open Hillel a lancé une pétition de soutien à la déclaration de Swarthmore Hillel, laquelle a déjà recueilli plus de mille signatures.

### **Mélangeant culture et religion avec plaidoyer politique**

Quand Fingerhut a été embauché plus tôt dans l'année, il a déclaré lors d'un entretien avec JNS.org que l'engagement du conseil d'Hillel envers ses directives d'Israël était « *un point important* » qui l'avait persuadé de prendre la fonction.

Dans une récente tribune rédigée avec Jonathan Kessler, Fingerhut s'est vanté de la façon dont Hillel fonctionne aux côtés du groupe lobbyiste AIPAC pour « *développer de meilleures et plus efficaces stratégies afin de minimiser*

*l'impact des activités anti-Israël sur les campus.* » Kessler est le dirigeant depuis longtemps des programmes de l'AIPAC pour les campus. Son partenariat avec l'AIPAC n'est qu'une caractéristique du rôle d'Hillel dans la coordination du plaidoyer anti-palestinien sur les campus universitaires.

Soixante-dix chapitres Hillel à travers les États-Unis accueillent les « Israël Fellows » employés par l'Agence juive pour Israël, travaillant à renforcer l'« engagement » des étudiants juifs avec Israël, en grande partie grâce à un plaidoyer anti-palestinien. Les assemblées Hillel travaillent aussi en étroite collaboration avec les coordinateurs de campus du David Project, une organisation à but non lucratif basée à Boston qui forme les étudiants à tisser des réseaux personnels qui puissent être activés pour stimuler des initiatives anti-palestiniennes ou répondre à des critiques d'Israël sur leurs campus.

### **Implications pour le plaidoyer anti-palestinien**

Ces dernières années, les principaux groupes US anti-palestiniens, conduits par le réseau Israel Action (IAN), ont cherché à atténuer l'image par laquelle ils sont identifiés avec leurs tentatives manifestes de censure, comme celles visant à s'opposer aux interventions de Judith Butler et Omar Barghouti au Brooklyn College. Cela s'intègre dans une stratégie plus vaste visant à élaborer une « Grande Tente » qui pourrait pousser des voix considérées comme des voix de gauche à « semer la discorde » entre les défenseurs des droits palestiniens et les sympathisants progressistes potentiels.

Avec la déclaration Swarthmore, et la perception croissante qu'Hillel et les institutions associées ne sont pas en phase avec leurs communautés et qu'elles imposent un faux consensus par l'intimidation, cette stratégie est confrontée à une crise sérieuse.

Andy Bachman, rabbin connu pour son travail avec IAN pour

exercer une pression agressive sur la Coopérative alimentaire de Park Slope pour qu'elle continue à vendre des produits israéliens, dont les appareils pour boissons de SodaStream fabriqués dans les colonies, n'a pas tardé à bondir au secours de Swarthmore Hillel dans les pages du Forward.

Alors que la tribune plus artificielle de Bachman peut s'intégrer dans une stratégie de communication délibérée, développée par les principaux acteurs institutionnels, il est encore trop tôt pour prévoir comment cela évoluera.

Si d'autres Hillel trouvent l'inspiration dans la décision audacieuse de Swarthmore, ou si les idéaux derrière le mouvement Open Hillel s'étendent à d'autres institutions juives communautaires, alors la direction des groupes anti-palestiniens comme Hillel International auront à faire face peut-être à une crise plus vaste que ce qu'ils pensent.

Truth out :  
<http://truth-out.org/news/item/20802-hillel-international-face-s-crisis-as-swarthmore-chapter-rebels-against-its-israel-guidelines>

The Electronic Intifada :  
[http://electronicintifada.net/blogs/abraham-greenhouse/hillel-international-faces-crisis-swarthmore-chapter-rebels-against-its?utm\\_source=EI+readers&utm\\_campaign=b5fc186a46-RSS\\_EMAIL\\_CAMPAIGN&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_e802a7602d-b5fc186a46-299168441](http://electronicintifada.net/blogs/abraham-greenhouse/hillel-international-faces-crisis-swarthmore-chapter-rebels-against-its?utm_source=EI+readers&utm_campaign=b5fc186a46-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_e802a7602d-b5fc186a46-299168441)

Traduction : JPP pour BDS FRANCE

---

# **Donnez pour la campagne BDS France**

**La campagne BDS, Boycott-Désinvestissement-Sanctions, est la réponse citoyenne et non violente à l'impunité d'Israël. C'est une campagne de citoyenNEs, c'est à chacunE de s'en emparer pour affirmer son pouvoir d'opposition à l'apartheid pratiqué par Israël.**

La campagne BDS France répond à l'appel de la société civile palestinienne qui nous demande d'imposer de larges boycotts et de mettre en application des initiatives de retrait d'investissement contre Israël tels que ceux appliqués à l'Afrique du Sud à l'époque de l'Apartheid. Ces mesures de sanction non-violentes devraient être maintenues jusqu'à ce qu'Israël respecte son obligation de reconnaître le droit inaliénable des Palestiniens à l'autodétermination et se conforme au droit international en :

- 1. Mettant fin à son occupation et à sa colonisation de toutes les terres arabes et en démantelant le Mur ;**
- 2. Reconnaisant les droits fondamentaux des citoyens arabo-palestiniens d'Israël à une égalité absolue ; et**
- 3. Respectant, protégeant et favorisant les droits des réfugiés palestiniens à revenir dans leurs maisons et propriétés comme stipulé dans la résolution 194 de l'ONU.**

La Campagne BDS a donc vocation à exercer une forte pression sur Israël par des actions citoyennes et par le biais de gouvernements respectifs.

En Israël même, une association « Boycott from Within » (boycott de l'intérieur), même très minoritaire, accomplit un précieux travail.

La campagne BDS France a connu de beaux développements en France depuis 2009. Mais nos moyens, notamment financiers,

sont insuffisants. Par ailleurs les officines sionistes ne cessent de nous poursuivre en justice afin de nous décourager et de nous étouffer financièrement.

Mais cela ne nous empêchera pas de poursuivre notre solidarité avec le peuple palestinien, à l'image du mouvement qui avait contribué à mettre fin à l'apartheid en Afrique du Sud. La campagne BDS contre la politique de colonisation, d'apartheid et d'épuration ethnique de l'État israélien continuera de progresser contre vents et marées.

Une particularité de la campagne BDS en France est que, contrairement à d'autres pays dans lesquels la justice est moins répressive sur cette question, elle se poursuit sous la pression de poursuites judiciaires.

Il s'agit aussi de faire avancer la campagne en organisant et en participant à davantage d'événements afin de faire connaître la campagne et d'élargir notre base, de développer nos outils existants et de pouvoir en créer de nouveaux et d'augmenter notre visibilité par des actions et des activités plus larges.

Pour toutes ces raisons la campagne BDS France a besoin de votre soutien financier. En dehors de la cotisation annuelle des organisations membres de la campagne BDS France, nous ne pouvons compter que sur le soutien financier des militants et des citoyenNEs qui souhaitent soutenir la cause du peuple palestinien et l'appel au BDS.

Vous pouvez nous financer de différentes manières, à savoir:

– Don mensuel régulier (En faisant le choix du don régulier, vous nous permettez de mieux planifier le développement de la campagne ainsi que nos actions. De plus la gestion d'un virement est plus légère pour nous que la gestion d'un chèque.)

– Don en ligne (par Paypal) : utiliser le module instantané

en haut à droite de cette page

– Don par virement

– Don par chèque

Si vous souhaitez que votre don finance spécifiquement les procès merci de l'indiquer au dos de votre chèque ou par email s'il s'agit d'un don par virement.

Merci de faire circuler ce message autour de vous le plus largement possible.

***Nous comptons sur vous !***

***Très solidairement,***

La campagne BDS France  
[www.bdsfrance.org](http://www.bdsfrance.org)

---

# **Boycott ? Oui. Culturel ? Aussi !**

Par Sylvette Rougier –

La culture comme arme de guerre

Les arts sont tellement politiques que l'Etat d'Israël les utilise de plus en plus pour tenter de redorer son blason terni par le sang des 1400 Gazaouis massacrés en 2009 ou des 9 Turcs assassinés en 2010. Il finance profusion de festivals, d'évènements culturels, de tournées de troupes nationales, etc. Cette campagne de marketing consiste à jeter de la poudre culturelle aux yeux du grand public, pour se donner une image positive, cultivée, moderne, « normale » en quelque sorte... Mais si Israël veut être traité comme un Etat « normal », il doit renoncer à l'impunité dont il bénéficie aujourd'hui. Tant que ce ne sera pas le cas, il sera montré du doigt, et aucun festival n'y changera quoi que ce soit.

**Ken Loach**, cinéaste britannique (Palme d'Or 2006 à Cannes) :

(...) J'ai pris conscience, et de plus en plus au cours des années qui ont suivi, qu'Israël avait été créé sur un crime contre les Palestiniens. D'autres crimes ont suivi par après. L'oppression des Palestiniens qui ont perdu leur terre, dont les vies ont été brisées par l'occupation, qui vivent dans un état de dépression permanente, ... Cela continue encore aujourd'hui et c'est un problème qu'il nous faut régler. (...)

(...) de nombreux peuples sont opprimés à travers le monde mais de nombreux aspects rendent le conflit israélo-palestinien particulier. Israël se présente comme une démocratie, un pays comme tous les autres pays occidentaux, alors qu'il commet des crimes contre l'humanité. Israël a mis en place un État divisé par des frontières raciales, comme le régime d'Apartheid en Afrique du Sud, avec le soutien militaire et financier de l'Europe et des États-Unis. C'est d'une hypocrisie sans bornes. Nous soutenons un pays qui prétend être une démocratie, nous le soutenons à tous les niveaux, et pourtant, il est impliqué dans des crimes contre l'humanité. (...)

*Vous avez été une des premières personnalités à mettre en pratique et à soutenir l'appel au boycott culturel d'Israël et nombreux sont ceux qui vous ont suivi depuis. Certains disent que vous ne devriez pas boycotter la culture, que leur répondez ?*

Nous sommes en premier lieu des citoyens. Et lorsque nous nous trouvons confrontés à de tels crimes, il nous faut d'abord réagir en tant qu'êtres humains, artistes, VIP, ou quoi que ce soit d'autre, peu importe. La première chose est de faire tout notre possible pour informer les gens de la situation. Un boycott, c'est une tactique. Celle-ci est efficace contre Israël parce qu'Israël se présente comme un pilier culturel. Le boycott culturel le gêne donc beaucoup. Nous devrions n'être impliqués dans aucun projet soutenu par le gouvernement israélien. Les individus ne sont évidemment pas concernés, ce sont les actions de l'État israélien qu'il nous faut cibler. Nous devons le faire car il nous est impossible de rester là sans rien faire, à regarder les gens vivre dans des camps de réfugiés toutes leurs vies.

*FB: Israël utilise l'art et les films pour sa campagne « Brand Israël » (« Marque Israël »). L'art est donc politique. Même si certains artistes s'en défendent et répondent à l'appel du BDS en disant qu'ils sont chanteurs, comédiens, musiciens mais pas politiciens. En ce qui vous concerne, tous vos films sont politiques. À votre avis alors, l'art peut-il être une arme contre l'oppression ?*

KL: Oui. Fondamentalement, quelque soit l'histoire que vous décidez de raconter ou les images que vous choisissiez de montrer, votre sélection indique vos préoccupations. Si vous faites quelque chose de complètement idéaliste dans un monde où règne l'oppression, cela montre quelles sont vos priorités. Un gros film commercial, pour faire beaucoup d'argent, montre quelque chose. Cela dénote une position politique et a des conséquences. La plupart des créations artistiques a une

implication politique. (...)

**Eyal Sivan**, réalisateur israélien :

A titre personnel, j'ai décidé de ne pas participer à la rétrospective qui a été faite au Forum des Images à l'occasion du centième anniversaire de Tel-Aviv, qui s'appelait « Tel-Aviv le paradoxe ». C'était une grande rétrospective pour laquelle ont été invités plusieurs cinéastes israéliens et plusieurs films. Je n'avais pas à boycotter en soi la manifestation, sauf que ce festival était à la fois soutenu par l'ambassade d'Israël et ouvert par le maire de Tel-Aviv. A ce titre-là, cela devenait une manifestation à laquelle je ne pouvais pas participer. Je ne peux pas être à la fois opposant à une politique et servir cette politique, surtout quand elle se cache derrière ce grand slogan qui est « Nous sommes la seule démocratie au Proche-Orient ». (...)

(...) d'abord je refuse de participer à cette manifestation à cause de la politique du gouvernement Israélien qui soutient ce festival. Deuxièmement, je ne veux pas faire partie d'une famille artificielle créée pour l'occasion, dans laquelle il y a des cinéastes, tous mis dans le même bain, tout simplement parce qu' à des degrés différents ils font des films qui peuvent être considérés comme critiques à l'étranger, mais qui n'ont rien dit au moment de la guerre du Liban, ont gardé le silence lors de l'attaque barbare sur Gaza, et qui, d'une certaine manière refusent de s'exprimer publiquement tout en se cachant derrière de soi disant œuvres « critiques ». C'est aussi envoyer un message très clair aux intellectuels et aux artistes, en France en l'occurrence, pour dire : tout le cinéma israélien et tous les Israéliens exprimant soi disant une critique ne sont pas des opposants. Car parfois justement le gouvernement israélien se sert de cette soi-disant critique comme d'un instrument de propagande. Je conclus ma lettre avec une phrase du réalisateur palestinien Michel Khleifi : « Nous devons faire notre travail cinématographique, non pas grâce à la démocratie israélienne mais malgré la démocratie israélienne. »

Le Festival Henri Langlois pourrait paraître comme un évènement public anodin, mais il ne l'est pas. Les réalisateurs israéliens qui sont représentés sont en mission pour Israël comme en atteste la présence du logo de l'Ambassade d'Israël en France sur le dépliant-programme, et cela alors que les Palestiniens vivent et meurent sous le poids de l'occupation israélienne. Accueillir leurs films et assister à leur projection, c'est être complice des exactions de cet Etat.

Aussi, en tant que personne attachée aux droits des peuples à vivre dans la dignité et libres de toute oppression, et solidaire de la lutte palestinienne pour l'autodétermination, comme des milliers de personnes dans le monde et comme le demandent les Palestiniens, **je m'engage dans la campagne de Boycott, Sanctions et Désinvestissements contre Israël, y compris le boycott**



culturel. Je n'assiste pas au Festival.

---

# La CGT aussi s'adresse à la direction d'Orange

Déclaration de la CGT-FAPT au CE de Vente Marketing France (VMF), structure nationale du Groupe Orange:



Arcueil, le 19 décembre 2013  
CE de Vente Marketing France

## Déclaration préalable CGT

Monsieur le Président,

La délégation CGT du CE VMF souhaite aujourd'hui évoquer la disparition de Nelson MANDELA. Il ne s'agit pas pour nous d'exploiter l'actualité, non plus que de faire du journalisme émotionnel. Mais nous considérons que le parallèle est grand entre les luttes menées par ce grand homme et celles menées aujourd'hui par la CGT. Il nous semble que les idéaux sont les mêmes : défense de la liberté, défense des travailleurs. Car il faut bien savoir que les opprimés d'Afrique du sud étaient noirs, sans doute, mais étaient avant tout des travailleurs au service du grand capital.

La CGT a pris une part décisive en France au cours des années 80 dans la lutte contre le régime d'apartheid et pour la libération de MANDELA des geoles du régime.

Elle partage avec Nelson MANDELA une profonde unité de vue, au fondement de ses combats pour la liberté, l'égalité et la fraternité, pour l'établissement d'une nation arc-en-ciel sur

les décombres du système ségrégationniste.

Cela doit nous donner la force de relever les défis qui honoreront sa mémoire et poursuivront son chemin.

Face à la disparition de cette éminente figure de l'histoire de l'humanité, la CGT se devait en effet d'être aux cotés du peuple sud-africain dans le deuil, au nom du passé qui nous lie depuis si longtemps, mais aussi au nom de l'avenir que nous ne manquerons pas d'écrire ensemble au service de l'émancipation des travailleurs.

Loin d'être érodés par le temps les liens qui unissent la CGT et la COSATU, le Congrès des Syndicats Sud Africain, sont de ceux que les années renforcent : ils ont été tissés aux heures les plus sombres de l'apartheid, contre laquelle la CGT s'est élevée de façon systématique et virulente. Nous sommes fiers d'avoir pu engager la CGT dans des actions de soutien, et la délégation CGT salue tous nos militants qui, ont pris des risques pour servir nos idéaux.

Tout au long de l'apartheid, la CGT a organisé des manifestations de masse pour mobiliser les travailleurs de France sur les crimes perpétrés par le régime.

Nous avons pris une part active au boycott de l'Afrique du Sud, aux actions de blocages des importations en provenance du pays, multiplié les pressions sur les Entreprises multinationales à base française qui, malgré les sanctions de l'ONU, tentaient de développer des relations d'affaires avec le gouvernement raciste de Pretoria.

Le souvenir du 2 février 1990, jour de la libération de Nelson Mandela, reste pour tous les militants de la CGT, un moment intensément emprunt d'émotion.

Un moment qui démontre que tout devient possible, que rien ne saurait résister à la marche de la vérité et de la justice, que rien n'est plus beau qu'un peuple qui se lève, qui lutte et se libère du joug de ses oppresseurs.

Il fut un commencement bien davantage qu'un achèvement. L'histoire des 20 dernières années de la nouvelle Afrique du Sud, avec ses succès, ses espoirs et ses déceptions, l'illustre avec éclat.

Il y a, bien sûr, le souvenir de ces luttes communes. Mais la CGT et les travailleurs de la nation arc-en-ciel sont également liés par un destin commun.

Dans ce monde en crise, secoué par les convulsions d'un capitalisme dévastateur, ravageant les solidarités humaines et l'environnement, notre devoir est de tracer un nouveau chemin. Il doit se fonder sur les idéaux de justice et d'égalité que portait Nelson MANDELA.

Ses mots, ses actes, sa force ont abattu le régime de l'apartheid et doivent inspirer les luttes que nous devons aujourd'hui conduire, particulièrement celles qui exigent notre engagement ici, en France, et dans notre Entreprise contre le racisme, la xénophobie et une censure opérée par l'Entreprise.

Malheureusement la tentation pour certains de tendre vers la pensée unique est flagrante.

Madiba parti, le régime de l'apartheid sévit toujours sous d'autres cieux.

« *Notre liberté est incomplète sans celle des Palestiniens* » déclarait Nelson MANDELA en 1997.

A sa mort, prétextant un prix du billet d'avion trop élevé, les dirigeants israéliens ont évité de se joindre au deuil porté par le reste du monde, prouvant qu'Israël est loin d'avoir tourné la page d'une collaboration plus que fructueuse avec l'ancien régime de l'apartheid. Un racisme d'Etat dont il reproduit toujours le modèle à l'encontre des palestiniens.

Seulement Orange SA est engagé dans une collaboration avec un partenaire qui viole le droit international et les Conventions de Genève en :

- \* Installant ses antennes, ses boutiques sur des terres confisquées par l'occupation militaire et les colons.
- \* Ne payant pas les taxes dues à l'Autorité Palestinienne pour l'utilisation de ses fréquences.
- \* Profitant de l'interdiction faite par l'armée israélienne aux opérateurs palestiniens d'installer leurs antennes sur leur propre territoire, ce qui oblige les Palestiniens à utiliser les opérateurs israéliens.

En concluant ce partenariat, Orange SA conforte et soutient la colonisation israélienne, obstacle à la création de l'Etat palestinien et à une paix conforme au droit international.

La délégation CGT du CE VMF demande à la Direction d'Orange SA de **rompre son accord avec Partner, au nom du droit et de la paix.**

En cela la délégation CGT s'indigne et prend modèle de l'exemple de Nelson MANDELA, il nous montre le chemin à suivre.

Madiba est parti, mais MANDELA n'est pas mort. Il est une force qui nous incite aujourd'hui à tracer une nouvelle ligne d'horizon, à pousser les barrières, à ne pas céder.

**La délégation CGT du CE VMF**

**Francine HERMEN, Roseline SIMON, Martine BOUSQUET, Armelle GILBERT, Pierre LEROUX, Eric GARDINETTI, PhilippeTAFFUS, Pascal PIRON, Eric DANGLETERRE**

---

## **The Lab, le film qui dérange.**

Ce film n'est pas encore sorti en Europe : il raconte comment le gouvernement d'Israël utilise la guerre contre les palestiniens pour inventer, utiliser et vendre des armes au monde entier. Cela fait froid dans le dos...

Il pose la question de manière très crue : Israël a-t-il intérêt à faire la paix ?

<http://www.gumfilms.com/projects/lab>

Reportage à Lyon avec son réalisateur, Yotam Feldman qui ne laisse pas indifférent.

---

# Frank Barat: Sur le boycott d'Israël...et Charles Enderlin

Sur le boycott d'Israël...et Charles Enderlin, par Frank Barat

Le mouvement B.D.S (Boycott, Désinvestissement et Sanctions), qui a débuté en 2005 après un appel de la société civile palestinienne et qui, depuis, a pris une ampleur importante à travers le monde, y compris en France et aux États Unis (ou la semaine contre l'apartheid israélien connaît un succès retentissant depuis son lancement), est encore aujourd'hui trop souvent l'objet de débats qui ne devraient pas avoir lieu d'être.

La désinformation au sujet de ce mouvement grandit avec le mouvement lui même, et se trouve parfois là ou on ne l'attend pas.

Monsieur Charles Enderlin, grand reporter de France 2 et l'un des journaliste les plus respectés en France par les citoyens solidaires avec le peuple palestinien, a à ce sujet, publié une tribune intitulée « Sur le Boycott d'Israël... » le 21 décembre dernier sur son blog.

Ce blog, a entraîné, dès sa publication, de nombreuses réponses, sur la page Facebook de Monsieur Enderlin, qui a lui même, par la suite, répondu aux gens concernés dans un autre billet, toujours sur son blog, sobrement intitulé « réactions ».

Etant l'une des personnes ayant contribué à alimenter cette discussion, et étant de plus cité dans plusieurs billets et commentaires de Monsieur Enderlin, j'ai donc pensé que la meilleure chose à faire était de répondre directement et globalement, à ses écrits.

Que ce soit dans le premier ou deuxième billet, Monsieur Enderlin, sans à aucun moment ouvertement prendre position

pour ou contre BDS, donne le ton. L'autorité palestinienne n'appelle pas à un boycott global d'Israël (vrai, mais l'autorité Palestinienne n'a jamais dit qu'elle était contre celui-ci, comme l'entend M. Enderlin), les pro-BDS traitent Mahmoud Abbas de « collabo » « le mouvement BDS n'est donc pas antisémite parce que certains de ses militants le sont », l'un des objectifs du mouvement BDS -le droit au retour- va à « l'encontre du processus de paix », certains « pro-palestiniens ont parfois du mal à accepter des arguments contraires aux leurs » et enfin pour finir en beauté « les positions du BDS se rapprochent plus d'organisations dures comme celles du Hamas » (l'un des sous titres de son blog était d'ailleurs à l'origine « Le BDS plus proche du Hamas », monsieur Enderlin ayant changé cela suite à mon premier message).

Ensuite, lors d'échanges privés, et sur des commentaires sur Facebook, Monsieur Enderlin parle plus ouvertement. Affichant clairement sa réticence envers ce mouvement global de solidarité, Monsieur Enderlin parle « d'erreur » ou de « connerie ». Lors de sa récente visite au Québec, M. Enderlin, ce coup-ci en public, répète les mêmes choses. Il demande aussi au mouvement BDS de « nous faire part de sa position par rapport au plan de pays arabe ».

Ayant relu plusieurs fois les deux billets de M. Enderlin, ses réponses, et ses commentaires sur Facebook, une chose apparaît clairement. Comme beaucoup avant lui, comme la plupart de nos « dirigeants » et comme la majorité des médias dominant, M. Enderlin prend un point de vue « coté oppresseur ». Vous allez me dire que dire cela de quelqu'un qui a été traîné dans la boue et pire, à cause de son intégrité pendant l'affaire Aldura, est mal placé. Mais laissez moi aller plus loin.

M. Enderlin, parle de « pro-palestiniens » sans jamais expliquer ce que cela veut vraiment dire. Une analyse simple voudrait donc dire qu'il y a des « pro-palestiniens » et des « pro-israéliens ». Qu'il y a donc deux « entités » ou « pays » ou encore « état » se battant pour une terre, une narrative, un objectif qui les mets en conflit. Cela renvoie a

une notion de parité, ou d'équité. D'un conflit qui doit trouver une « solution » à travers un processus de paix équitable entre les deux parties. Pourtant, et M. Enderlin le sait bien, tout cela n'est que mythe. Le mouvement BDS est pro-justice ou encore pro-peuple. C'est un mouvement non discriminatoire qui veut que justice soit faite en terre de Palestine et qui s'appuie sur les concepts les plus basiques et les plus acceptés du droit international. Sur le terrain, il y a clairement un oppresseur et un opprimé, n'est ce pas ? Pouvons nous, dans ce cas là, vraiment parler de « pro » et de « contre » ? Notre rôle n'est t'il pas clairement de se positionner, de dépasser notre « neutralité » que ce soit de journaliste ou autre, et de parler d'un point de vue citoyen ? M. Enderlin enfonce le clou en parlant des positions de l'historien israélien Ilan Pappé. Pour lui, les positions de Monsieur Pappé (qui appelle pour un état démocratique pour tous « une personne, un vote ») sont « anti-israélienne et n'engagent que lui ». Encore une fois, que veut dire M. Enderlin par là? Les 20% de palestiniens vivant en Israël (ayant la citoyenneté israélienne) n'aimeraient-ils pas avoir les mêmes droits que les Israéliens juifs ? N'aimeraient t' ils pas vivre dans un état démocratique ? Et quid des israéliens juifs qui appellent au boycott d'Israël et à un état commun ? Ces gens là sont-ils eux aussi, anti-Israéliens ?

A moins que Monsieur Enderlin ne parle des positions du «gouvernement Israélien », ou encore de la majorité des Israéliens juifs, ou peut-être même du mouvement sioniste? Cela n'est précisé nulle part.

De plus, pourquoi demander au mouvement BDS de prendre position sur le plan de paix Arabe, alors qu'Israël l'a rejeté a chaque fois qu'il a été mis sur la table ? Est-ce que cela changerait quelque chose ? Le mouvement BDS est-il si puissant que cela a ses yeux ? N'est-t-il pas plus important de poser ces questions à l'opresseur ?

Monsieur Enderlin, en fin de compte, malgré qu'il réaffirme plusieurs fois, comme tout bon journaliste (exerçant dans les

médias dominants), qu'il est « neutre », qu'il doit être « objectif » et ne pas prendre de « positions », fait tout le contraire.

**Il prend clairement position contre le mouvement BDS**, un mouvement qui je le rappelle émane du peuple palestinien même, de la société civile opprimée, un mouvement qui comprend la majorité des syndicats, des ONGs et des parties politiques palestiniens, un mouvement né après des années de lutte, un mouvement non violent. Il prend aussi position contre l'analyse de plus en plus courante qui parle de l'état d'Israël comme un état d'apartheid (analyse venant de juristes respectés comme John Dugard, Richard Falk, John Reynolds, mais aussi, récemment de parlementaires et de diplomates Européens ou encore de figures clefs du mouvement anti-apartheid, comme l'archevêque Desmond Tutu). Je lui pose donc la question : comment appeler une occupation de plus de 45 ans, ayant mis en place des lois différentes pour les palestiniens et les israéliens, des routes réservées aux colons? Comment expliquer la politique de judaïsation en Israël même (Jérusalem mais aussi en Galilée), comment expliquer qu'un citoyen non juif n'a pas les mêmes droits qu'un juif alors qu'il est né dans le pays? Cela ne ressemble t'il pas à la définition même de la convention contre l'apartheid de 1973 ? Un régime institutionnalisé et systématique de discrimination et de domination d'un peuple envers un autre ?

Surtout, M. Enderlin se place du côté des gouvernements, du côté des puissants, des « décideurs » alors que les peuples de la planète entière ont compris (révolutions arabes, intifadas, occupy wall street, Zapatistes et bien d'autres) que leurs futurs leur appartenaient, s'ils le voulaient bien. Que le messie politique n'arriverait pas, et que la démocratie, c'était eux. C'était nous.

Les 99%.

Cher Charles, si vous y réfléchissez bien, cela vous concerne aussi. Vous faites partie du peuple, malgré votre statut de journaliste. Quand l'heure aura sonné, les « gouvernants », vos « employeurs » et les « décideurs » ne regarderont pas



derrière pour voir si vous tenez le coup ou pas. Ils vous abandonneront sans sourcilier. Nous serons là. Nous attendrons. Nous célébrerons le jour ou vous nous rejoindrez. Et ne me dites pas que vous n'êtes pas un « militant » ou un « activiste ». A notre époque, militer et résister, veut aussi dire vivre. Tout simplement.

Frank Barat

---

# Nelson Mandela est mort mais l'apartheid est toujours vivant

Par Michel Bôle-Richard (Ancien journaliste au Monde et correspondant en Afrique du Sud et en Israël)

Le Monde.fr | 12.12.2013

*Un clash entre soldats israéliens et jeunesse palestinienne à Bilin.*

*Un homme brandit un portrait de Nelson Mandela, face à des soldats perplexes.*

**ABBAS MOMANI – IMAGEGLOBE**

Après avoir salué la disparition d'un « dirigeant moral de premier ordre », Benyamin Netanyahou a décidé de ne pas se rendre aux obsèques de Nelson Mandela en raison du coût du voyage. Le motif invoqué est pour le moins surprenant alors que le monde entier rend hommage au héros de la lutte antiapartheid. Le premier ministre israélien s'est-il souvenu que son pays avait entretenu d'étroites relations économiques et militaires avec le régime blanc de l'Afrique du Sud ? L'un de ses proches lui a-t-il rappelé que Nelson Mandela avait affirmé le 4 décembre 1997 que « *notre liberté est incomplète sans la liberté des Palestiniens* » ?

A-t-il eu peur d'être montré du doigt comme le propagateur d'un système d'exclusion et de ségrégation qui, par de nombreux côtés, s'apparente à celui qui a prévalu en Afrique du Sud jusqu'en juin 1991, date à laquelle les quatre principaux piliers de l'apartheid ont été abolis ? Une aberration contre laquelle Nelson Mandela s'est battu avec un acharnement constant ? La question mérite d'être posée. Nelson Mandela est mort, mais l'apartheid vit toujours sous une forme non codifiée, non légalisée mais bien réelle, notamment en Israël. Un apartheid masqué, rampant, une mise à l'écart. Beaucoup pensent que l'utilisation du terme « apartheid » est exagérée voire outrageante pour l'Etat juif, mais ils oublient que l'apartheid prend des formes diverses héritées de la domination d'un groupe sur un autre ou sur plusieurs autres et aboutit à l'exclusion, la marginalisation, voire l'expulsion. L'apartheid n'est pas seulement le produit de l'occupation, il est le corollaire de la colonisation et de la volonté de se débarrasser d'un groupe de population en le cantonnant dans des endroits spécifiques ou des bantoustans afin de faire de la place à un autre groupe. Ecartier ou cantonner les Palestiniens pour laisser le champ libre à la communauté juive. N'est-ce pas la définition qui en a été donnée par l'ONU en 1973 dans sa résolution 3068 qui décidait que « *le crime d'apartheid désigne les actes inhumains commis en vue d'instituer ou d'entretenir la domination d'un groupe racial d'être humains sur n'importe quel autre groupe racial d'être humains et d'opprimer systématiquement celui-ci* ». Qui peut nier qu'il ne s'agit pas d'une réalité en Israël actuellement ? Depuis des années, les dirigeants occidentaux exigent régulièrement qu'il soit mis fin à la colonisation, aux destructions des maisons palestiniennes, aux brutalités de l'armée, à la fin du blocus de Gaza, à la libération des prisonniers politiques sans obtenir le moindre écho des autorités israéliennes.

Chaque semaine ou presque, de nouveaux programmes de logement sont annoncés en Cisjordanie ou à Jérusalem. Chaque semaine ou

presque, des Palestiniens sont tués.

Vingt-six depuis le début de l'année. Le dernier en date, le 7 décembre. Il avait quinze ans, tué d'une balle dans le dos à Ramallah. L'avant-dernier, le 30 novembre, un travailleur palestinien en situation irrégulière en Israël, abattu par un garde-frontière. Selon l'ONU, un tiers des blessés au cours de l'année 2013 sont des enfants. La justice militaire vient de clore une enquête en refusant toute poursuite à l'encontre d'un soldat qui avait tué un manifestant en décembre 2011 en tirant une grenade lacrymogène à quelques mètres de son visage. Le gouvernement de Benyamin Netanyahou poursuit la mise en place du plan Praver visant à sédentariser les Bédouins du Néguev qui, depuis des temps immémoriaux vivent en nomades, afin de faire de la place aux colons. Naftali Bennett, ministre de l'économie, a proposé, le 8 décembre, d'annexer « *la zone où vivent 400 000 colons et seulement 70 000 Arabes* ».

Comment faut-il qualifier une telle politique ? Comment appeler les restrictions imposées en zone C (62% de la Cisjordanie) qui, si elles étaient levées, permettraient d'augmenter le PIB de l'Autorité palestinienne de 35% selon la Banque mondiale ? Que faut-il conclure de la toute récente enquête de l'OCDE qui souligne qu'un Arabe sur deux vit sous le seuil de la pauvreté alors que le pourcentage est de un sur cinq pour les Juifs. Depuis 1948, date de la création d'Israël, aucune ville ni village arabe n'ont été construits alors que la population a été multipliée par dix et que 600 municipalités juives ont été créées. Plus d'une trentaine de lois-cadres « *discriminant directement ou indirectement les citoyens palestiniens d'Israël* » ont été répertoriées par Adalah, une organisation de défense des droits de l'homme. Y a-t-il un terme pour caractériser les 600 kilomètres de routes réservées aux seuls colons en Cisjordanie, la bonne centaine de permis de type différent que doivent posséder les Palestiniens pour pouvoir se déplacer, des infrastructures

séparées pour chaque communauté et leur cloisonnement pratiquement intégral ?

Faut-il allonger la liste, donner des détails supplémentaires ? En octobre 1999, lors d'une visite à Gaza, Nelson Mandela avait invité les Palestiniens à ne pas renoncer, à poursuivre la lutte car, comme il l'avait souligné lors de sa libération « *notre marche vers la liberté est irréversible. Nous ne pouvons pas laisser la peur l'emporter* ». La peur, ce sentiment qui domine la politique israélienne et au nom duquel tout peut se justifier. Mandela l'avait compris. Yitzhak Rabin aussi. Il a été assassiné. Personne ne l'a remplacé. Et si Marwan Barghouti, leader du Fatah, emprisonné depuis onze ans, affirme que « *l'apartheid a été vaincu en Afrique du Sud, il ne l'emportera pas en Palestine* », on ne voit pas qui, pour le moment, va pouvoir y mettre un terme.

Michel Bôle-Richard est l'auteur de *Israël : le nouvel apartheid*, Edition Les liens qui libèrent, Paris, 2013.

[http://www.lemonde.fr/idees/article/2013/12/12/nelson-mandela-est-mort-mais-l-apartheid-est-toujours-vivant\\_4333270\\_3232.html?fb\\_action\\_ids=10202641081849975&fb\\_action\\_types=og.recommends&fb\\_source=other\\_multiline&action\\_object\\_map=\[473984026047539\]&action\\_type\\_map=\[%22og.recommends%22\]&action\\_ref\\_map](http://www.lemonde.fr/idees/article/2013/12/12/nelson-mandela-est-mort-mais-l-apartheid-est-toujours-vivant_4333270_3232.html?fb_action_ids=10202641081849975&fb_action_types=og.recommends&fb_source=other_multiline&action_object_map=[473984026047539]&action_type_map=[%22og.recommends%22]&action_ref_map)

---

## Commandez les sacs bio BDS

Les sacs en tissu beige BDS sont arrivés, avec le même visuel que notre badge. Cerise sur le gâteau : il s'agit de modèles 100% coton bio.

Sac cabas en coton BIO 118 g/m<sup>2</sup>, grandes anses, couleur écrue.

Hauteur 37 cm, Fond 10 cm, Largeur 40 cm

Prix public: 9 euros

Pour commander, écrire à : [campagnebdsfrance@yahoo.fr](mailto:campagnebdsfrance@yahoo.fr)

Modèle en noir à venir.

Voir les autres matériels BDS

---

# Explications de l'OLP suite aux déclarations d'Abbas en Afrique du Sud

*Sous la pression, l'OLP essaie de limiter les dégâts provoqués par l'attaque d'Abbas contre le boycott d'Israël*

Ali Abunimah, 20 décembre 2013.

Ebranlée par les critiques des activistes palestiniens et internationaux, l'Autorité Palestinienne (AP) s'est écartée des commentaires de son dirigeant *de facto* Mahmoud Abbas qui a désavoué le mouvement de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS). En Afrique du Sud pour la commémoration de Nelson Mandela au début du mois, Abbas a déclaré : « Non, nous ne soutenons pas le boycott d'Israël ».

Contrairement à la position du Comité National de Boycott (BNC) – le comité directeur de la campagne BDS – Abbas a dit que toute initiative de boycott devait se limiter aux produits fabriqués dans les colonies israéliennes, en Cisjordanie occupée.

Omar Barghouti, co-fondateur de la campagne BDS et parlant en son nom propre, a récusé les commentaires d'Abbas. Le Comité Palestine Solidarité en Afrique du Sud a dit que les déclarations d'Abbas étaient « choquantes » et représentaient « une attaque contre le mouvement mondial de solidarité. »

Les propos d'Abbas ont été en revanche bien accueillis par les soutiens d'Israël toujours prompts à saper et à discréditer BDS.

## **Communiqué de l'ambassade de l'OLP**

Mais aujourd'hui, dans une déclaration commune avec le groupe de la campagne BDS Afrique du Sud, l'ambassade de l'Organisation de Libération de la Palestine à Pretoria, qui est fidèle au régime *de facto* d'Abbas, a tenté de calmer la fureur.

Le communiqué réaffirme l'appel du régime d'Abbas au boycott, précisément les produits des colonies, mais ajoute :

*« L'Organisation de Libération de la Palestine et l'Etat de Palestine ne s'opposent pas au mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) lancé par la société civile palestinienne contre Israël. Les responsables et les dirigeants palestiniens respectent et soutiennent le droit de la société civile palestinienne d'initier et de mener des campagnes BDS mondiales contre Israël comme moyen d'obtenir les droits inaliénables du peuple palestinien, parmi lesquels le droit suprême à l'auto-détermination. De plus, la direction palestinienne a toujours profondément apprécié le travail des groupes et militants de la solidarité internationale en Afrique du Sud et ailleurs, dont ceux qui sont impliqués dans le mouvement mondial BDS, pour le respect du droit international et des principes universels des droits de l'homme en soutenant la lutte palestinienne pour la liberté, la justice et l'auto-détermination. Nous sommes parfaitement conscients que la solidarité internationale, en particulier*

*les boycotts, désinvestissement et sanctions (BDS) furent un des quatre piliers de la lutte contre l'apartheid ici en Afrique du Sud. »*

La déclaration n'est pas une ratification de la campagne BDS mais elle vise spécifiquement à contrer les tentatives des propagandistes israéliens d'utiliser les déclarations d'Abbas contre le mouvement de solidarité.

La déclaration commune se félicite également « *de la résolution de boycott universitaire adoptée par l'American Studies Association [ASA]* » ainsi que diverses autres décisions internationales récentes de boycott des activités spécifiquement reliées aux colonies. La résolution de l'ASA, en particulier, ne limite pas son appel au boycott aux seules institutions israéliennes en Cisjordanie occupée.

En outre, le fait que l'Autorité palestinienne dirigée par Abbas ait jugé nécessaire de diffuser une telle déclaration démontre sa faiblesse politique face au soutien palestinien et international croissant pour la campagne BDS. On doit considérer ceci comme un message clair aux activistes de la solidarité internationale que l'AP ne peut pas faire obstacle à ou saper leurs efforts.

## **Débordements**

Il faut également replacer la controverse dans un contexte de tentatives de contrôle des dégâts similaires provoqués par des débordements antérieurs où Abbas a exprimé des positions hostiles aux droits palestiniens et à la lutte pour les obtenir.

L'an dernier, Abbas a provoqué une vague d'indignation parmi les Palestiniens lorsqu'il a déclaré à la télévision israélienne qu'il renonçait au droit des réfugiés palestiniens à revenir chez eux. Dans les « clarifications » consécutives, Abbas a tenté de limiter les dégâts et la confusion en accusant les médias d'avoir « déformé » ses commentaires.

Mais sur le fond, ses déclarations successives sont dans la ligne de sa volonté, ancienne, d'accepter les exigences israéliennes, à savoir que les Palestiniens dans leur grande majorité devraient être définitivement exclus de leur patrie, au prétexte purement raciste qu'ils ne sont pas juifs.

De même, il faut considérer la déclaration d'aujourd'hui comme un signe que l'AP comprend qu'elle ne peut pas imposer ses opinions impopulaires à la société civile palestinienne. Mais cela ne signifie pas qu'elle y a complètement renoncé.

## **Déclaration**

DECLARATION COMMUNE DE « L'AMBASSADE DE L'ETAT DE PALESTINE EN REPUBLIQUE D'AFRIQUE DU SUD » ET DE « BDS AFRIQUE DU SUD »

*Clarifications concernant des commentaires faits par le président palestinien Mahmoud Abbas alors qu'il était en Afrique du Sud sur le boycott des colonies et des produits israéliens*

*Des commentaires récents exprimés en Afrique du Sud par le Président palestinien Mahmoud Abbas (et Président de l'Organisation de Libération de la Palestine) au sujet du boycott des colonies et des produits israéliens semblent avoir été sortis de leur contexte et mal interprétés par quelques membres des médias et du lobby israélien. Certains journalistes et lobbyistes israéliens ont rapporté que le Président Abbas, lors d'une conférence de presse sud-africaine, a dit qu'il est opposé au boycott international. Ceci est faux. L'Ambassade de l'Etat de Palestine en Afrique du Sud et BDS Afrique du Sud souhaitent confirmer les positions suivantes :*

1) Nous, avec les organismes internationaux, dont l'Organisation des Nations Unies, considérons les colonies israéliennes en territoires palestiniens occupés en 1967 comme illégales et toutes les activités avec ces colonies illégales comme une violation du droit international ;



2) Les colonies de peuplement d'Israël violent plusieurs résolutions de l'ONU et continuent d'être l'obstacle principal au processus de paix ;

3) Dans l'idée que les colonies israéliennes sont illégitimes et une obstruction à une paix juste, l'Autorité palestinienne a en conséquence lancé un boycott officiel de tous les produits des colonies israéliennes dans le territoire palestinien occupé ;

4) En 2010, l'Autorité palestinienne a promulgué une loi, signée par le Président Mahmoud Abbas, interdisant les produits, le commerce, les relations avec les colonies illégales et autres activités avec ces entités illégales construites en territoires palestiniens occupés en 1967 ;

5) L'Organisation de Libération de la Palestine et l'Etat de Palestine ne s'oppose pas au mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) lancé par la société civile palestinienne contre Israël. Les responsables et les dirigeants palestiniens respectent et soutiennent le droit de la société civile palestinienne à initier et à mener des campagnes mondiales BDS contre Israël comme moyen d'obtenir les droits inaliénables du peuple palestinien, parmi lesquels le droit suprême à l'auto-détermination. De plus, la direction palestinienne a toujours profondément apprécié le travail des groupes et militants de la solidarité internationale en Afrique du Sud et ailleurs, dont ceux qui sont impliqués dans le mouvement mondial BDS, pour le respect du droit international et des principes universels des droits de l'homme en soutenant la lutte palestinienne pour la liberté, la justice et l'auto-détermination. Nous sommes parfaitement conscients que la solidarité internationale, en particulier le boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) furent un des quatre piliers de la lutte contre l'apartheid ici en Afrique du Sud ;

6) L'an dernier, en décembre 2012, un membre représentant

*l'OLP a déclaré dans son discours au Congrès National Africain (ANC) : « Le [bras international de la] lutte sud-africaine a commencé avec la campagne de boycott des raisins et du vin d'Afrique du Sud, de même les colonies israéliennes illégales peuvent être mises en échec par le Boycott, le Désinvestissement et les Sanctions (BDS) ». Le 14 décembre, le Fatah (l'organisation qui dirige l'Organisation de Libération de la Palestine et l'Autorité palestinienne) a adressé une lettre officielle au Président sud-africain, Jacob Zuma, et aux membres de l'ANC, exprimant que « le Fatah appuie sans réserve le mouvement BDS. » ;*

*7) Tandis que le mouvement BDS est concentré au sein de la société civile, à un niveau gouvernemental, l'Etat de Palestine appelle tous les pays à assumer leurs responsabilités en vertu du droit international en commençant par mettre immédiatement fin à tous commerces et relations avec des entreprises venant de ou impliquées dans les colonies israéliennes illégales ;*

*8) Nous saluons la décision récente de l'Union européenne d'interdire les relations financières avec des entités israéliennes opérant dans les colonies israéliennes illégales installées dans les territoires palestiniens occupés en 1967 ; les instructions récentes du gouvernement britannique qu'aucune entreprise ne doit fonctionner à Jérusalem Est ni participer à aucune activité liée aux colonies israéliennes illégales ; la résolution de boycott académique adoptée par l'American Studies Association ; et la décision, la semaine dernière, prise par Vitens, l'Autorité néerlandaise de l'Eau, de mettre fin à ses relations avec Mekorot, la compagnie nationale israélienne de l'eau, complice dans les colonies israéliennes illégales.*

*Le peuple palestinien vaincra ; si Nelson Mandela et le peuple d'Afrique du Sud ont vaincu l'apartheid, les Palestiniens aussi vaincraient l'occupation israélienne des terres palestiniennes.*

---

Source :

<http://electronicintifada.net/blogs/ali-abunimah/under-pressure-plo-tries-limit-damage-abbas-attack-israel-boycott>

Traduction: Mireille

---

# Projection de BDS contre Sodastream sur un mur de Tokyo

Nos camarades japonais de « Artistes contre l'occupation » à Tokyo ont effectué une projection de grande taille dans la nuit du 20 décembre sur le mur du quartier Shinjuku, un des centres de Tokyo.

Ci-dessous quelques images de leur belle mobilisation : <http://artistsagainst.seesaa.net/article/383324031.html>







---

## Voeux 2014 pour BDS, par Jean-Guy Greilsamer

Ces deux grands hommes sont Stéphane Hessel, décédé le 26 février, et Nelson Mandela, décédé le 5 décembre.

Il serait un peu scolaire de comparer minutieusement les deux hommes, qui ont eu une vie très différente. Mais le bilan de leurs vies respectives dégage des enseignements communs qui, quand bien même paraissent-ils très simples, ont vocation à nous guider en tant que militants.

### **1. Toute notre politique part de notre révolte contre des injustices.**

C'est évident concernant Mandela et l'Histoire sud-africaine, et Stéphane Hessel a atteint quant à lui une célébrité maximum après la publication de son petit livre « Indignez-vous ! »

Quant à nous, nous ne nous habituerons pas à la politique d'apartheid et d'épuration ethnique israélienne, nous ne nous résignerons pas, nous continuerons de manifester vivement la colère que suscite en nous cette politique cynique qui vise à constamment déposséder, humilier, persécuter, détruire, mettre à genoux tout un peuple, le peuple palestinien.

### **2. Etre inflexibles et persévérants sur les objectifs.**

Les droits des peuples à la dignité, la justice, l'égalité, sont inaliénables.

Toute politique qui consiste à se contenter de remplacer une injustice par une « demi » injustice est inacceptable.

Mandela a refusé tout compromis qui lui aurait permis de sortir de prison beaucoup plus tôt.

La campagne internationale BDS se fixe trois objectifs (mettre fin à l'occupation et la colonisation, droit au retour des réfugiés et égalité absolue des droits des Palestiniens d'Israël) et, ainsi que le demandent les associations de la société civile palestinienne, elle n'est pas disposée à se contenter d'une réalisation partielle de ces objectifs.

### **3. Mettre en œuvre une politique rassembleuse.**

C'est ce qui a toujours guidé aussi bien Mandela que Hessel.

Leur volonté de ne pas se polariser sur des divisions secondaires a permis d'amplifier les politiques dont ils étaient porteurs.

Il en va de même concernant la campagne BDS. Nous avons des sensibilités, des histoires ou même des approches diverses, mais il nous appartient de faire prédominer notre volonté commune de faire progresser concrètement nos objectifs.

#### **4. Le rapport aux ennemis.**

Sur ce point, les rapports de Mandela et de Hessel étaient remarquables aussi.

Ils ne confondaient pas les ennemis avec l'ensemble des communautés dont ils étaient issus. Ils avaient à cœur de permettre à ces communautés d'évoluer vers une reconnaissance des droits des opprimés et concevaient la perspective d'un avenir où les populations réconciliées vivraient pleinement dans l'égalité et la justice.

En Palestine et Israël nous sommes loin d'un processus de « Vérité et Réconciliation » tel qu'il a été mis en oeuvre en Afrique du Sud, mais les Juifs israéliens anticolonialistes et anti-apartheid, si minoritaires soient-ils, ont toute leur place dans le mouvement BDS.

Le principal représentant direct en France de la politique israélienne, le CRIF, n'avait pas hésité à insulter la mémoire de Stéphane Hessel lors de son décès. Concernant Mandela, il n'a pas osé renouveler ce comportement, préférant oublier les liens étroits que l'Etat d'Israël entretenait avec l'Afrique du Sud à l'époque de l'apartheid.

Le mouvement BDS progresse, et gagne à s'inspirer de l'esprit constructif qui animait les deux grands hommes. Il a remporté

de nouvelles victoires, tant en ce qui concerne les boycotts économique, culturel et académique.

Récemment, la prestigieuse « Association of American Studies », l'un des principaux syndicats américains de chercheurs et d'enseignants, a rejoint le boycott universitaire. En Europe, des désinvestissements et des sanctions se précisent. Le géant néerlandais de l'eau potable Vitens a arrêté sa collaboration avec la compagnie israélienne de distribution d'eau Mekorot.

L'Union Européenne a adopté en juillet dernier des lignes directrices destinées à cesser à partir du 1er janvier 2014 toute subvention et tout financement profitant aux colonies. Ici même, le mouvement BDS est fermement décidé à ne pas plier face aux procès intentés par les officines sionistes.

Des campagnes nationales se développent contre des sociétés telles que Mehadrin, qui est devenu le n° 1 des entreprises d'exportation des produits agricoles coloniaux israéliens, Sodastream (le gazéificateur), Orange (qui coopère avec la société de téléphonie israélienne Partner).

Nos appels en direction d'artistes pour les dissuader d'être utilisés pour blanchir l'apartheid israélien ne faiblissent pas et sont médiatisés, même s'ils ne sont pas toujours victorieux.

Formons le vœu qu'en 2014 le mouvement BDS continue de progresser de plus en plus et parvienne à convaincre de nombreux décideurs, qu'il s'agisse d'organismes, de sociétés, d'institutions ou d'Etats, à exercer des sanctions efficaces contre Israël.

**Ainsi que l'a déclaré Marwan Barghouti, emprisonné depuis onze ans, « l'apartheid a été vaincu en Afrique du Sud, il ne l'emportera pas en Palestine. »**

Jean-Guy Greilsamer, militant de la Campagne BDS France et de



# L'Union européenne sanctionne les colonies israéliennes mais pas l'État qui les a créées

*Les colonies sont la conséquence inévitable de la politique coloniale menée par l'État d'Israël –*

**Photo : ActiveStills/Keren Manor**

Ces directives considèrent que ces entités ne seront plus admissibles pour les subventions, primes et autres instruments financiers accordés par l'Union européenne à compter de 2014.

De prime abord, cette décision de l'Union européenne semble refléter un changement fondamental, indispensable et positif de la politique européenne et de ses relations avec la Palestine. Cependant, les Palestiniens et mouvements de solidarité ne doivent pas se réjouir de cette décision, qui, si elle semble condamner l'occupation, permet en réalité de légitimer le système colonial israélien et ses « entités » qui sont à l'origine de l'occupation.

Les colonies ne déterminent pas la politique. Elles constituent la conséquence inévitable de la politique fondamentale d'Israël qui est profondément ancrée dans la société israélienne et ses structures gouvernementales, semi-gouvernementales et non-gouvernementales.

L'ensemble des colonies s'appuient sur les lois et le système juridique israéliens. Elles constituent une entreprise d'État stratégique et sont considérées comme l'un des piliers d'Israël. En vertu des lois israéliennes, ces « entités » sont légales et légitimes. Elles sont par conséquent protégées et soutenues à tous les niveaux par l'État et les structures étatiques.

## **Une « priorité nationale »**

Le gouvernement traite les colonies au même titre que d'autres sites existant aujourd'hui en Israël, à la différence que celles-ci bénéficient d'un plus grand nombre d'avantages. Elles offrent notamment des logements bon marché, une « priorité nationale majeure » en matière de budgets gouvernementaux, ainsi qu'une politique fiscale qui incite à y résider.

Par ailleurs, c'est la police israélienne, et non l'armée, qui est chargée de maintenir l'ordre et de servir la population dans les colonies. Celles-ci relèvent en outre des tribunaux civils et non du système de tribunaux militaires israéliens, ce qui tranche nettement avec l'administration militaire par Israël de la population palestinienne en Cisjordanie.

La politique de colonisation israélienne n'a pas été adoptée suite à l'occupation de 1967. Elle est la conséquence de l'occupation de 1948 et de la Nakba ou épuration ethnique ayant eu lieu en Palestine.

Ainsi, la ville de Nazareth Illit telle qu'elle existe aujourd'hui en Israël est construite sur des territoires qui ont été confisqués à Nazareth et huit autres villages voisins. Ceci vaut également pour la colonie de Maale Adumim qui est construite sur des territoires volés à la Palestine en Cisjordanie.

Israël est un pays riche et développé. Il est membre de l'Organisation de coopération et de développement économiques. Son gouvernement s'est engagé à traiter les colonies et leur population au même titre que Tel Aviv ou Haifa, voire de les privilégier.

### **Boycotter l'État d'Israël**

Le gouvernement israélien dispose de ressources suffisantes pour financer et budgétiser tout ce qui n'entre pas dans les subventions européennes.

La soi-disant « ligne verte » qui marque la frontière entre l'actuel État d'Israël et la Cisjordanie n'existe pas aux yeux des Israéliens. Israël est une entité directrice individuelle, un système unique orienté à tous les niveaux vers une idéologie coloniale sioniste. La limitation des « sanctions » européennes aux colonies entraîne par le fait la légitimation du système et du caractère coloniaux de cet État. Ce qui revient à légaliser ce système.

La décision de l'Union européenne peut paraître juste, cependant, et malgré les belles promesses qu'elle offre, celle-ci a pour objectif de délégitimer les « entités » coloniales tout en légitimant l'État colonial.

Le seul moyen pour l'Union européenne d'avoir un véritable impact est de boycotter Israël en tant qu'État et de sanctionner l'ensemble de ses systèmes, y compris son système central, sans se limiter à certains aspects découlant de sa politique.

L'approche actuelle de l'Union européenne ne permettra jamais d'obtenir une paix équitable.



Source: <http://www.info-palestine.net/spip.php?article14277>

\* **Ameer Makhoul** est un dirigeant de la société civile palestinienne et prisonnier politique enfermé à la prison de Gilboa.

---

# **Staples Norvège cesse de vendre SodaStream dans ses magasins.**

Le Secours Populaire Norvégien, le 20 décembre 2013

Dans un message twitter, ils écrivent: « Pour plusieurs raisons, Staples va éliminer SodaStream de ses magasins. Nous remercions @fagforbundet et @norskfolkehjelp (le compte twitter du Secours Populaire Norvégien) pour un bon dialogue ».

Le principal site de production de SodaStream est située dans une colonie israélienne illégale de la Cisjordanie palestinienne occupée. En utilisant cette installation pour la production, et en payant des impôts à la colonie, SodaStream soutient l'occupation illégale de la Palestine.

Le Secours Populaire Norvégien et Fagforbundet ont eu un bon dialogue avec Staples au sujet de la production de SodaStream sur le territoire palestinien occupé. La décision d'arrêter la vente de produits SodaStream est un geste que nous saluons, a déclaré Liv Torres, secrétaire général du Secours Populaire Norvégien.

Source :  
<http://www.npaid.org/News/2013/Staples-Norway-to-quit-selling-SodaStream>

---

## **Petit film de sensibilisation sur l'implication de G4S dans l'arrestation d'enfants palestiniens**

Voici un film court de sensibilisation de palestinasolidariteit.be qui raconte l'histoire des enfants palestiniens arrêtés par l'armée israélienne et la complicité

de G4S (firme européenne de surveillance).

En français :

{youtube}cht1th2dirY{/youtube}

En arabe : [http://youtu.be/Wz0Teq\\_KVZ8](http://youtu.be/Wz0Teq_KVZ8) In english : <http://youtu.be/CufxnxYqy8U>

Dutch : <http://www.youtube.com/watch?v=76aGugwb1ps>

De réelles arrestations d'enfants palestiniens:

{youtube}io\_v0k-3NRY{/youtube}

---

## **SUD Rail écrit à nouveau à la direction de la SNCF**

Alors que nombreuses associations palestiniennes appelle au Boycott, aux Sanctions et aux Retraits des Investissements contre Israël jusqu'à ce qu'il applique le Droit International et les Principes Universels des Droits de l'Homme, l'Etat français et la SNCF lui apporte au contraire leur soutien !

La Cour Internationale de Justice a jugé illégal le mur construit par l'Etat d'Israël sur le territoire palestinien occupé ; Israël a continué sa construction du mur colonial au mépris total de la décision de la Cour.

Après 46 ans d'occupation par Israël de la Cisjordanie palestinienne (y compris Jérusalem-Est), de la Bande de Gaza et des hauteurs du Golan syrien, Israël continue à accroître ses colonies.

Les violations du droit international par Israël sont persistantes. Depuis 1948, les centaines de résolutions de

l'ONU ont condamné les politiques coloniales et discriminatoires d'Israël en tant qu'illégales et ont appelé à des remèdes immédiats, proportionnés et efficaces ; toutes les formes d'intervention internationale et de tentatives de paix n'ont pas jusqu'ici forcé Israël à se conformer à la loi humanitaire, à respecter les Droits de l'Homme fondamentaux et à mettre fin à son occupation et son oppression du peuple de la Palestine.

L'Etat d'Israël ne cesse de poursuivre en toute impunité sa politique de colonisation, d'apartheid et d'épuration ethnique contre le peuple palestinien : destructions de maisons et extension de la colonisation dans les territoires occupés en Cisjordanie, agressivité accrue des colons, blocus de Gaza, ségrégation raciste en Israël. La fédération des syndicats SUD-Rail dénonce l'aide apportée à un régime politique raciste et colonialiste.

Aujourd'hui, elle franchit un pas supplémentaire en faisant la publicité de cet accord honteux auprès des 155 000 salarié-es de la SNCF, via son journal d'entreprise adressé à chaque cheminot-e (voir ci-dessous)

Les dirigeant-es SNCF sont très fier-es de collaborer activement avec un régime qui pratique l'apartheid : blocus de Gaza, destructions d'habitations, check-points contrôlés par l'armée, systèmes juridiques différents, et mur de séparation sur plus de 700 kilomètres !

À l'instar des combattant-es d'Afrique du sud durant des années, plus de 170 organisations palestiniennes ont lancé l'appel BDS (boycott, désinvestissement, sanctions) contre Israël. La fédération SUD-Rail comme l'ensemble de l'Union syndicale Solidaires soutient cette initiative pour mettre fin à l'apartheid. En France, nous exigeons que soit abrogées les circulaires prévoyant la condamnation des militant-es relayant cette campagne.

Christian Mahieux, pour l'Union syndicale Solidaires

Fédération des syndicats SUD-Rail  
www.sudrail.fr

La même lettre en format pdf

---

# Relaxe pour les militant-e-s BDS de Pontoise

Article du Parisien sur la relaxe :

<http://www.leparisien.fr/informations/val-d-oise-relaxes-apres-leur-appel-a-boycotter-les-produits-d-israel-20-12-2013-0.php>

(Le compte rendu de septembre dernier à Pontoise)

Plus d'informations dans les heures qui viennent.